



« Pour un nouvel équilibre social dans notre pays »

Le programme de gouvernement du SPD en 2013

FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG

Août 2013

- A l'occasion des élections fédérales qui se dérouleront le 22 septembre 2013 en Allemagne, les principaux partis politiques souhaitent informer les électeurs de leurs programmes électoraux. Ces programmes résument les valeurs et idéaux des partis et présentent les grandes lignes des projets prévus pour la prochaine période de législature.
- Le présent document résume le programme de gouvernement du parti social-démocrate allemand (SPD). Avec ses 150 ans d'histoire, ce parti est un pilier de la démocratie allemande. En 2013 il vise un renouveau politique et souhaite prendre la relève du gouvernement Merkel, en place depuis 2005.
- En mettant en avant ses valeurs fondatrices, le SPD souhaite une société libre, solidaire et juste. Pour ceci le programme présent propose des projets politiques visant entre autres à améliorer l'accès et la qualité de l'éducation, sécuriser et valoriser les emplois, soutenir les familles et promouvoir l'égalité homme-femme, poursuivre la transition énergétique, ainsi qu'introduire une dimension sociale dans la gestion économique.



Le SPD gouvernera l'Allemagne – mieux et plus équitablement que la CDU, la CSU et le FDP le peuvent.

Mieux, car l'actuel gouvernement fédéral gaspille les opportunités que nous devons saisir dans l'intérêt de notre pays et de ses citoyens. Il s'agit d'opportunités de développement pour la réussite économique et ainsi également la création d'emplois. Des opportunités pour plus de stabilité sur les marchés financiers, pour plus de croissance en Europe. Et aussi pour une société moderne et libre qui ne restreint pas ces membres, mais qui, au contraire respecte les désirs et les façons de vivre des citoyens.

Le SPD veut également gouverner de façon **plus équitable**. La société souffre de beaucoup de déséquilibres: L'écart entre pauvres et riches s'agrandit sans cesse, des femmes et des hommes ne peuvent plus vivre de leur travail et pour beaucoup, il est difficile de s'en sortir, même à la retraite. Malgré un niveau record des recettes fiscales, la montagne de dettes que nos enfants et petits-enfants devront payer, s'accroît toujours. Beaucoup de jeunes manquent de perspectives. Certains gagnent des sommes gigantesques sur les marchés financiers et quand ça tourne mal, les contribuables doivent finalement compenser les pertes.

La CDU, la CSU et le FDP ont échoué. Ils n'ont pas la force pour créer un **nouvel équilibre social** dans notre pays!

Et voici ce que souhaite le SPD:

a. Mettre un frein au capitalisme financier – Renforcer l'économie et la classe moyenne – Créer de bons emplois

L'effort et l'assiduité doivent encore valoir la peine. Cela signifie pour le SPD : un salaire minimum légal interrégional d'au moins 8,50 euros. Cela fait partie de l'idée du **bon emploi**. En fait partie également la volonté de renforcer le statut des emplois assujetties à la sécurité sociale: le SPD va à cet effet limiter, voir réformer les mini-jobs, le travail à temps partiel et le travail par intérim et d'autre part, renforcer le système tarifaire et la cogestion au sein de l'entreprise. Le SPD assurera aux jeunes le droit à l'éducation. L'assurance chômage sera développée davantage par le SPD afin de sécuriser les emplois, ayant l'objectif que plus personne ne perde son emploi.

Le radicalisme du marché est une idéologie du passé. **Les marchés ont besoin de règles**. Cela concerne avant tout l'économie financière dans laquelle beaucoup de produits sont traités de manière incontrôlée – avec des conséquences dangereuses. Le SPD veut créer les règles nécessaires avec des partenaires internationaux afin que le risque et la responsabilité soient réunis.

Pour la réussite économique de l'Allemagne cinq objectifs doivent être poursuivis avant tout: un renforcement de l'**industrie**, des services de haute qualité, du personnel hautement qualifié, une infrastructure performante et la promotion d'une économie créative. Au centre de ces préoccupations se situe la **classe moyenne**. La transition énergétique, qui menace d'échouer sous le gouvernement Merkel, a également une importance considérable pour le succès de l'économie. Le SPD gèrera alors ce projet du



siècle plus rigoureusement – entre autres par le regroupement des tâches au sein d'un ministère de l'énergie.

b. L'éducation, l'égalité des droits et la vie en commun dans une société moderne

L'éducation est la clé pour une vie libre et autodéterminée. **Et nous y avons tous droit.** Raison pour laquelle le SPD est **contre les frais de scolarité**: allant de la crèche jusqu'à l'université. L'abolition des frais se fera pas à pas, mais avec un objectif clair. Le SPD garantira également suffisamment de places pour la prise en charge des enfants toute la journée. Une collaboration sensée entre l'Etat fédéral, les Länder et les communes sera atteinte par un fédéralisme coopératif dans l'éducation. Des standards nationaux de formation veillent pour une meilleure comparaison des diplômes de fin d'études. Le SPD veut s'engager dans cette voie.

Pour les femmes et les hommes qui travaillent, le droit à la formation continue, avec la possibilité d'être libéré pour de telles formations, sera garanti. Le « *Betreuungsgeld* », une allocation versée aux parents qui décident de s'occuper de leurs enfants à la maison, au lieu de les envoyer à l'école maternelle, va à l'encontre d'un tel droit à la formation continue. **Le SPD supprimera cette allocation.**

Dans une société moderne et libre, il y a de la place pour tout le monde. C'est pour cette raison que les couples de même sexe ne doivent plus être désavantagés concernant le mariage, le droit fiscal et le droit à l'adoption. La vie de famille et de couple est vécu différemment aujourd'hui qu'il y a encore quelques années. C'est pourquoi le SPD transformera le modèle existant d'imposition fiscale des couples mariés, en créant un nouveau modèle (Partnerschaftstarif) qui vise à

rendre l'activité professionnelle des femmes plus lucrative. Le parti veillera, par une loi d'égalité des salaires, à ce que les femmes reçoivent pour le même travail, le même salaire que les hommes. Un quota **de 40 pourcent** pour les conseils d'administration et les présidiums des grandes entreprises démantèlera les obstacles d'intégration professionnelle pour les femmes.

Pour les familles à bas revenus, le SPD introduira la **nouvelle allocation familiale**. Par exemple pour une famille avec deux enfants et avec un revenu mensuel en dessous de 3.000 euros, l'allocation familiale sera jusqu'à 140 euros (par mois et par enfant) plus élevée qu'aujourd'hui. Ensemble avec la prise en charge à plein jour des enfants par les dispositifs d'éducatifs, cette augmentation de l'allocation familiale représente le **fondement social-démocrate de l'encadrement des enfants**. Avec l'introduction du concept du « **temps de travail de famille** » (Familienarbeitszeit), nous permettons aux mères et pères plus de liberté et flexibilité, s'ils le désirent: par exemple en adoptant d'abord une semaine de 30 heures avec le droit garanti de retour à l'emploi à temps plein. Finalement, en ce qui concerne l'allocation parentale ou la prise en charge de proches, le SPD créera de nouvelles possibilités.



c. Pour une politique fiscale équitable

Un **Etat capable d'agir et la réduction de la dette publique** sont les principaux piliers de la politique fiscale social-démocrate. L'objectif est une communauté solidaire et pour y parvenir, le chemin passe par une répartition équitable des cotisations individuelles. Et aussi en garantissant plus de liberté pour les projets de vie individuels – ceci passe par exemple par le nouveau modèle d'imposition des couples (Partnerschaftstarif) cité.

Pour que les épaules fortes portent plus que les faibles, le SPD élèvera à 49 pourcent le taux **d'imposition des hauts revenus**. Celui-ci concerne les revenus à partir de 100.000 euros respectivement 200.000 euros pour les couples mariés. S'ajoute à ceci un **impôt sur la fortune** qui ne sera pas une charge pour les salariés normaux, simples propriétaires de maisons, et la classe moyenne. La même chose vaut pour les **héritages**. Les revenus issus de **capitaux financiers** seront désormais imposés à 32 pourcent au lieu de 25 pourcent.

Le SPD supprimera les privilèges d'imposition spéciaux, comme par exemple pour les hôteliers, ainsi que les subventions. La déductibilité des rémunérations et des indemnités des cadres dirigeants sera réduite à 50% si celle-ci dépasse les 500 000 euros. Au niveau européen, il sera alors question de mettre fin à la fraude fiscale transfrontalière et de faire participer les marchés financiers aux coûts de la crise avec un **impôt sur les spéculations**.

Que ceux qui ont de hauts salaires et qui sont particulièrement fortunés contribuent à nouveau plus au bien-être collectif et que l'on intègre à la spéculation aussi le devoir de responsabilité sont pour le SPD les impératifs

d'une **équité sociale** - et de la **raison socio-économique**.

d. La protection et prévention sociale

Une société juste veille à ce que tout le monde soit protégé de façon solidaire des grands risques de la vie. I de soins de première et seconde classe, dépendant du revenu des citoyens. Concernant la sécurité sociale et la prise en charge des soins, le SPD introduira une nouvelle forme d'assurance de santé, nommée **assurance citoyenne** (Bürgerversicherung), couvrant tous les nouveau assurés et ceux déjà membres du système d'assurance publique. Assurant ainsi de bons soins pour tous avec des cotisations qui s'orientent à la capacité de chacune et chacun. Les employeurs et les employés continueront à assurer à part égale le financement de la sécurité sociale. Ceux qui ont souscrit une assurance santé privée auront la possibilité pendant un an de choisir s'ils veulent changer de modèle d'assurance.

Celui qui a travaillé dur pendant toute sa vie mérite une **bonne retraite**. Cela signifie pour le SPD: l'accès sans restriction à une retraite à taux plein à l'âge de 63 ans et après 45 ans de cotisation, aucune diminution concernant les pensions d'invalidité et plus de possibilités pour des cotisations additionnelles à l'assurance ne retraite. Le concept de retraite solidaire assurera que la retraite versée ne sera pas en-dessous de 850 euros après 30 ans de cotisation et 40 ans d'assurance. Le SPD suspendra l'augmentation de l'âge d'entrée à la retraite tant que la moitié (au minimum) des plus de 60 ans ne détient pas d'emploi assujetti à la sécurité sociale. Les retraites professionnelles seront renforcées et d'ici 2020 un système de retraite unitaire pour l'Allemagne de l'est et de l'ouest sera introduit.



e. Une autre et meilleure Europe

Le SPD est le parti européen de l'Allemagne – par conviction et par raison socio-économique. Car nous ne pouvons assurer le bien-être et la paix que dans une Europe forte et unie. C'est pourquoi, le SPD souhaite continuer à développer l'Union Européenne sur le plan démocratique: en finir avec l'Europe des marchés et passer à une **Europe des citoyennes et citoyens** et à une union sociale forte, qui empêche le dumping salarial. Ceci avec une Commission Européenne démocratiquement élue par le Parlement Européen, avec les compétences de légiférer du Parlement et du Conseil Européen et avec une gouvernance économique commune, ainsi qu'une politique fiscale harmonisée. Cela implique: l'UE doit seulement gérer ce qui a du sens d'être géré à ce niveau supranational. Toute autre chose relève de la responsabilité de chaque Etat-membre. Par exemple la gestion des services d'intérêts général sur place, tel que l'approvisionnement en eau.

Le SPD veut gouverner, parce que la CDU, la CSU et le FDP n'en sont pas capables. Le parti décrit clairement avec quelles idées il fera avancer l'Allemagne. Pour cela, on a besoin de majorités claires: le renouveau de notre pays sera une réussite seulement avec une coalition SPD/Les Verts.

Le **programme de gouvernement du SPD de 2013** est dans une suite et dans la grande tradition des programmes sociaux-démocrates.

Une société libre, solidaire et juste - voici le fil rouge.



Cet aperçu du programme de gouvernement du SPD a été publié le 11 mars 2013 par la direction du parti.

Traduction française: Marie Schmidt

La Fondation Friedrich Ebert s'identifie avec les valeurs de la social-démocratie exprimées dans ce programme, mais tient à préciser qu'elle n'est pas responsable du contenu présenté. Tous droits reviennent au parti social-démocrate allemand.

Mentions légales

Friedrich-Ebert-Stiftung
Bureau Cotonou
Rue Amelco – Les Cocotiers
08 BP 0620 Tri Postal
Cotonou, Bénin

Responsable :
Constantin Grund | Représentant Résident

Contact:
fon: +229 2130 2789
fax: +229 2130 3227
Email : info@fes-benin.org
Internet : <http://www.fes-benin.org>

Vente interdite

Friedrich-Ebert-Stiftung

La Friedrich-Ebert-Stiftung, une fondation allemande à but non lucratif, a été fondée en 1925 lors des obsèques de Friedrich Ebert, le premier Président allemand démocratiquement élu. Fort de sa propre expérience du combat politique et social, ce social-démocrate voulut créer une fondation afin de promouvoir l'éducation politique et sociale de personnes venant d'horizons divers dans un esprit de démocratie et de pluralisme, permettre à de jeunes gens talentueux issus de la classe ouvrière d'accéder à des études et à la recherche grâce à l'obtention de bourses et contribuer à l'entente et à la coopération internationale.

Au Bénin, la Friedrich-Ebert-Stiftung est présente depuis 1993. Le bureau est responsable pour les activités au Bénin, au Togo et au niveau sous-régional. Les programmes de la FES visent à accompagner les efforts des partenaires étatiques et non-étatiques pour la consolidation du système politique parlementaire, la consolidation de la liberté d'expression et le renforcement des capacités des médias pour la conduite d'investigations indépendantes, le renforcement des capacités des organisations de la société civile notamment sur les thématiques politiques, économiques et sociales, l'émergence et la consolidation d'une culture syndicale responsable qui assure la défense des intérêts des travailleurs, et la promotion du jeune leadership au sein des médias, des organisations de la société civile, des syndicats et des partis politiques.

Les Bulletins de Cotonou

- # 1 Les crises alimentaires en Afrique de l'Ouest. Une conséquence des politiques économiques, septembre 2012.
- # 2 Etat des lieux et modalités de correction de la liste électorale permanente informatisé (LEPI), septembre 2012.
- # 3 Der Franc CFA in Westafrika. Wirtschaftliche und politische Implikationen der gemeinsamen Währung, janvier 2013.
- # 4 La filière coton au Bénin. Regard et analyses prospectives de la société civile, avril 2013
- # 5 « Pour un nouvel équilibre social dans notre pays ». Le programme de gouvernement du SPD en 2013, août 2013